

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/EDF-a-un-an-pour-preparer-son>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **EDF a un an pour préparer son introduction en Bourse**

**24 septembre 2004**

## **EDF a un an pour préparer son introduction en Bourse**

L'annonce, par Jean-Pierre Raffarin, de l'ouverture du capital de l'entreprise publique "avant la fin de l'année prochaine" a provoqué de nombreuses protestations syndicales. Pierre Gadonneix, le nouveau président, dévoilera ses options stratégiques d'ici deux mois.

Un an. Pierre Gadonneix, le nouveau président d'EDF, a un an pour "faire de cette entreprise un champion européen, un leader dans le secteur de l'électricité nucléaire", selon les propos du premier ministre Jean-Pierre Raffarin au Wall Street Journal (Le Monde du 24 septembre). "Pierre Gadonneix mène le projet d'introduction partielle en Bourse qui devrait normalement intervenir avant la fin de l'année prochaine", a précisé le premier ministre. Une petite phrase qui a mis le feu aux poudres.

"Privatisation" ou simple "ouverture du capital" ? M. Raffarin a affirmé, jeudi 23 septembre, qu'il avait employé le terme "d'ouverture du capital qui a été traduit en anglais par privatisation", dans l'entretien donné au quotidien financier américain. Une ouverture du capital qui ne concernerait, de plus, que 30 % du capital au maximum, tel que le prévoit le texte de loi.

Mais les syndicalistes français sont au moins d'accord sur un point avec les journalistes américains : ils ne s'embarrassent pas de sémantique ; pour eux, c'est bel et bien la mise en œuvre de la privatisation d'EDF qui vient de commencer.

Nicolas Sarkozy a eu beau voler au secours de M. Raffarin, tout en tentant d'atténuer la portée de ses propos, ceux-ci ont déclenché une avalanche de protestations. "L'ouverture du capital - aura lieu - uniquement - si l'entreprise a - besoin de fonds supplémentaires pour se développer", a déclaré, jeudi, le ministre de l'économie et des finances.

Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire confédéral de la CGT, abonde dans ce sens : "Certes la loi a modifié le statut d'EDF et permet, à terme, une ouverture du capital mais (...) le gouvernement a promis que l'on puisse débattre des besoins financiers de l'entreprise en fonction de sa stratégie industrielle et, partant, d'examiner les différentes façons de la financer."

M. Sarkozy a rappelé le calendrier qu'il avait lui-même établi au moment du vote de la loi, cet été : "une commission a été mise en place (...) elle nous fera dans les semaines qui viennent des propositions en termes financiers pour permettre à EDF de pouvoir présenter un projet industriel ambitieux. (...) C'est à ce moment-là, comme je l'ai toujours dit, qu'une décision sera prise pour

donner à EDF les moyens de se développer."

"M. Raffarin préjuge déjà des conclusions de cette commission. Ce n'est pas très correct de sa part", s'insurge Marie-Claire Cailletaud, secrétaire fédérale à la fédération mines-énergie CGT. De fait, Marcel Roulet, l'ancien président de France Télécom, nommé à la tête de ladite commission, a confirmé au Monde : "nous n'avons pas encore commencé nos travaux." Cette commission est composée de représentants des administrations, des consommateurs et des fédérations syndicales, ainsi que de quatre députés - Jean-Claude Lenoir (UMP, Orne), François-Michel Gonnot (UMP, Oise), Christian Bataille (PS, Nord) et Daniel Paul (PCF, Seine Maritime) - et d'un sénateur : Ladislas Poniatowski (UMP, Eure).

Avec ses déclarations, M. Raffarin n'a, en tout cas, pas facilité la tâche du nouveau président qu'il a lui-même choisi pour EDF. M. Gadonneix s'est imposé au moins deux mois de silence médiatique pour pouvoir prendre à bras le corps, et au calme, les dossiers de sa nouvelle entreprise, dit-on dans son entourage. Deux mois au cours desquels va être dressé un état des lieux industriel, organisationnel et financier du groupe. Le PDG veut aller vite, mais sans traumatiser le corps social de l'entreprise, et notamment son management, qui a vécu depuis dix ans quatre changements plus ou moins houleux de président.

Des décisions stratégiques devraient être annoncées "avant la fin de l'année", dit-on à EDF. Les grandes lignes qui s'esquissent sont relativement prévisibles, reprenant en partie des inflexions annoncées par le prédécesseur de M. Gadonneix, François Roussely : maintien d'une entreprise intégrée (de la production à la distribution), recentrage sur l'Europe, clarification des comptes. Un vrai programme d'introduction en Bourse...

Le mot d'ordre de M. Gadonneix est de rendre EDF plus "efficiente" - on insiste sur le terme dans son entourage -, en tirant au mieux parti de ses atouts, notamment du réseau européen que M. Roussely a commencé à construire à coups d'acquisitions, parfois coûteuses, en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne. Un réseau qui n'a pas, pour l'instant, vraiment généré de synergies industrielles. Dans cette optique, le sort des filiales sud-américaines d'EDF, qui n'apportent pas d'avantages concurrentiels au groupe, devrait être réglé assez vite, par une probable mise en vente.

Le défi pour EDF est de trouver en son sein les marges de manœuvres financières qui lui permettront de se présenter sous son meilleur jour devant les marchés financiers, le moment venu. Une question d'autant plus cruciale que le bilan d'EDF va être considérablement déséquilibré par le règlement des retraites et la réintégration des engagements "hors bilan" contractés lors de l'entrée dans Edison, en Italie, et dans EnBW, en Allemagne. A cet égard, plus encore que son prédécesseur, M. Gadonneix n'entend rien lâcher.

Ainsi, le projet d'ouverture du capital du Réseau de transport d'électricité (RTE), qui doit être filialisé selon les termes de la loi, ne plaît guère au nouveau président. "RTE représente 15 % du "cash-flow" d'EDF", rappelle-t-on dans son entourage, où l'on souligne que les deux grands concurrents allemands, E.ON et RWE, "tirent majoritairement leurs ressources de leurs réseaux régulés".

Nathalie Brafman et Pascal Galinier

-----  
La fusion avec Gaz de France enterrée ?

Les "propositions" qu'EDF devraient remettre dans les prochains jours à Bercy iront toutes contre la fusion entre EDF et GDF. Les experts en concurrence consultés par l'électricien ont tous conclu que

Bruxelles demanderait des cessions équivalentes à "un démantèlement vertical" des deux entreprises, ou mettrait son veto pur et simple au projet. Pierre Gadonneix s'était toujours prononcé pour une scission des deux entreprises lorsqu'il présidait Gaz de France. Il n'a pas changé d'avis en passant à la tête d'EDF. Il l'a d'ailleurs répété devant les cadres dirigeants, la semaine dernière. Avoir deux groupes distincts est "la manière la plus habile et la plus efficace pour développer la part de la France sur le marché européen de l'énergie", a-t-il dit.

La CGT, elle, continue de militer pour le rapprochement. "Nous avons plus que jamais des propositions visant à fusionner EDF et GDF sous contrôle 100 % public, souligne Marie-Claire Cailletaud, secrétaire fédérale. Je rappelle que Nicolas Sarkozy a promis d'examiner la question de la fusion et demandé aux présidents des deux entreprises de lui faire des propositions sur ce sujet."